

Retraites : la volonté de justice de François Hollande

En 2010, huit millions de Français se sont mobilisés pour dénoncer le plan Sarkozy sur les retraites. L'ensemble de la gauche et des organisations syndicales l'ont combattu. Ensemble, nous avons dénoncé :

- son inefficacité : le financement n'est pas bouclé puisque le déficit des régimes de retraites atteindra encore 15 milliards d'euros en 2018, sans que l'on puisse compter sur le Fonds de réserve mis en place par la gauche et que la droite a siphonné pour financer les dépenses de court terme ;
- son injustice : 80 % de l'effort financier est porté par les ménages et les salariés ; ceux qui ont commencé à travailler jeunes doivent cotiser 44 ans avant de pouvoir s'arrêter, alors que ceux qui ont fait des études et commencé à 21 ans peuvent partir dès 62 ans.
- son instabilité qui montre que rien n'est réglé. Trois mois après l'entrée en vigueur du plan Sarkozy, le Gouvernement l'a durci pour les salariés en accélérant d'un an le passage aux 62 ans, de 2018 à 2017 (2^{ème} plan d'austérité Fillon le 7 novembre 2011).

Parce qu'il n'est pas équitable socialement et pas viable financièrement, le plan Sarkozy sur les retraites sera remis à plat en 2012.

Interrogé sur RTL le 12 décembre 2011, François Hollande a pris un engagement fort et précis.

1. Tout salarié qui a commencé à travailler à 18 ans ou avant et qui a toutes ses annuités (41 ans en 2012, 41,5 ans ensuite) pourra partir à taux plein à l'âge de 60 ans. Il sera mis fin à l'injustice du dispositif Fillon consistant à exiger 43, parfois 44 annuités à des salariés ayant commencé à travailler tôt alors même qu'une vie de travail les a épuisés. Cette décision sera prise immédiatement, au lendemain de l'élection présidentielle.
2. Dans la foulée, courant 2012, une négociation sera engagée par l'Etat avec les partenaires sociaux. Elle intégrera l'ensemble des autres enjeux : pénibilité, financement et contribution des revenus du capital, décote pour ceux qui n'ont pas leurs annuités et qui veulent partir avant, organisation des temps de vie, sécurisation des parcours professionnels.

Les caricatures et les polémiques agitées par la droite n'y changeront rien : François Hollande est déterminé à mettre en œuvre une autre réforme des retraites, juste et durablement financée.